

## **La jeunesse de RDC sous les feux des projecteurs à l'approche des élections**

**Author:** IWPR-trained reporters

Les jeunes pourraient avoir une influence décisive sur les prochaines élections - à la fois négative et positive.

Alors que la République démocratique du Congo, RDC, se prépare pour les élections présidentielles prévues fin novembre, des signes évidents de la vulnérabilité et de la maturité de la jeunesse politiquement active, une partie déterminante de l'électorat congolais, sont clairement apparus dans tout le pays.

La campagne électorale doit officiellement débiter le 28 octobre, mais la ville de Lubumbashi dans la province du Katanga a déjà été le théâtre d'affrontements entre les jeunes partisans de partis adverses - les chefs politiques étant accusés de les utiliser pour inciter à la violence.

Parallèlement, dans la ville de Goma, dans la province du Nord Kivu, les jeunes activistes fatigués des principaux partis discrédités se mettent en avant en tant que candidats à l'élection - ce qui est vu comme une volonté de briser le cynisme politique du passé et de promouvoir l'intérêt de l'électorat.

Les jeunes constituent la plus grande partie de l'électorat congolais. Et, compte tenu du taux élevé de chômage parmi une section de plus en plus urbanisée de la société, la jeunesse est une cible significative pour les campagnes politiques.

Alors que le mois de septembre a été en grande partie paisible à Lubumbashi, au début de l'année, la ville avait assisté à des affrontements entre les jeunes supporters de l'actuel gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe, et ceux du parti adverse, la Solidarité Congolaise pour la Démocratie, SCODE.

Les jeunes du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie, PPRD, actuellement au pouvoir, avaient attaqué la chaîne de télévision appartenant au président de la SCODE, Jean Claude Muyambo. La maison de Muyambo avait aussi été mise à sac et ses fenêtres brisées.

"Les gens qui nous ont attaqués sont ceux qui soutiennent Moïse Katumbi. Ils sont connus par tous, nous les appelons les '100 pour cent'," a déclaré Oderick Kabwita, un jeune sympathisant de la SCODE. "Ils restent impunis parce qu'ils sont proches du gouverneur du Katanga. Nous vivons dans une époque de démocratie; chacun devrait avoir la possibilité de parler librement."

Les soi-disant 100 pour cent sont un groupe qui assure la sécurité des dirigeants du PPRD lors de rencontres publiques officielles.

De leur côté, les jeunes sympathisants du PPRD nient toute faute.

"Muyambo exagère. C'est lui qui nous a provoqués," a déclaré un jeune homme du groupe des 100 pour cent qui s'est adressé à l'IWPR à condition de rester anonyme. "Si quelqu'un critique le gouverneur Moïse, c'est nous qu'on accuse."

Une deuxième vague de violence avait éclaté lors d'une visite d'Etienne Tshisekedi, président de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social, UDPS, à Lubumbashi en août dernier.

Les jeunes supporters de l'Union Nationale des Fédéralistes du Congo, UNAFEC, avaient attaqué les supporters de Tshisekedi, jetant des pierres sur les voitures et blessant des dizaines de sympathisants de l'UPDS.

Antoine Kyungu, président national de l'UNAFEC, a rejeté les accusations de l'implication de son parti dans cette attaque.

Par contraste avec la violence de Lubumbashi, à Goma, dans l'est de la RDC, la jeunesse politiquement active a pris un chemin plus responsable, et choisi de présenter des candidats à la prochaine élection. Ils disent ne plus vouloir être manipulés par l'élite politique qui les a représentés depuis 2006 - et voient une occasion de révolutionner la politique du pays.

"Il ne suffit pas d'élire des dirigeants, pour participer à la vie publique," explique Manegabe Bienfait, un des jeunes candidats. "Il est aussi intéressant de se faire élire et d'ajouter sa contribution à la construction de ce pays. En 2006, nous n'étions que des électeurs. Alors nous avons pensé que nous pourrions nous présenter comme candidats aux élections législatives, afin que notre présence ici avec les grands [candidats] puisse changer les choses en RDC."

A Goma, beaucoup de jeunes ont perdu leurs illusions en raison du manque d'efforts réalisés par les gens au pouvoir pour améliorer les conditions sociales, en particulier au niveau de l'éducation et de l'emploi en RDC.

Barolere Styves, qui étudie le droit à Goma, se présente aussi comme candidat aux élections législatives. Il a déclaré que les difficultés auxquelles le Congo est actuellement confronté sont directement liées à ses dirigeants. Styves pense que la population congolaise ne prend pas ses responsabilités au niveau politique et qu'elle doit changer sa manière de penser.

"Ce qui me motive le plus est le désir de donner des nouvelles valeurs à mes collègues congolais pour sortir notre pays de la crise,"

a déclaré Styves.

Réagissant aux hostilités et à l'atmosphère tendue qui règnent à Lubumbashi, certains accusent l'élite politique d'être responsable des agissements des jeunes.

"Il est vrai que dans les partis politiques, les jeunes ont recours à la violence. Mais ils ne font qu'exécuter les ordres des dirigeants," a déclaré un autre jeune homme impliqué dans les récentes violences qui s'est adressé à l'IWPR sous le sceau de l'anonymat.

"Les jeunes adhérents d'un parti politique ne se lèvent pas un matin pour attaquer les membres d'un autre parti; les dirigeants doivent leur demander de faire une telle chose. Pour moi, ce n'est pas tellement les jeunes qui devraient être critiqués, mais plutôt les dirigeants politiques qui sont souvent considérés comme la raison des accès de violence."

La violence électorale à Lubumbashi pourrait être considérée comme symptomatique de la manière dont les partis ont abordé les élections dans la province du Katanga depuis le début de l'époque démocratique au milieu des années 1990.

En 2006, Lubumbashi avait assisté à des face-à-face tendus entre les groupes de jeunes de différents partis au cours de l'élection présidentielle entre le Président Joseph Kabila et son rival Jean-Pierre Bemba.

"La chose importante qu'il faut réaliser au sujet de Lubumbashi est qu'il existe une longue tradition de mouvements de jeunes, même des milices de jeunes, qui se mobilisent en période électorale," a expliqué Jason Stearns, un analyste sur le Congo qui écrit le blog Congo Siasa. "Je pense en partie que [nous assistons à la violence actuelle] parce qu'il y a une vraie tradition pour cela à Lubumbashi et que les groupes de jeunes suivent ce genre de modèle."

Bien que la campagne n'ait pas encore commencé, les posters de Kabila sont partout dans la ville et la jeunesse du PRDP descend dans la rue aux couleurs du parti.

Selon des sources internationales interrogées par l'IWPR, la violence des jeunes à Kinshasa, la capitale, a augmenté au cours des dernières semaines. Les partis politiques mobilisent la jeunesse au moyen d'affiliations politiques avec les clubs de sport de la ville. D'autres engagent des jeunes comme mercenaires – connus sous le nom de kalunas – qui exercent la violence contre leurs opposants politiques.

"Les différents partis essaient de mobiliser cette jeunesse – nombre d'entre eux voteront pour la première fois aux prochaines élections – au moyen du modèle de Lubumbashi, des mouvements de jeunes qu'ils joignent à leurs partis," a déclaré Stearns.

Selon certains commentateurs locaux, la situation tendue qui règne à Lubumbashi n'est pas nécessairement due aux jeunes qui suivent une idéologie politique particulière mais est plutôt souvent un résultat de leur engagement dans des partis politiques au moyen d'associations tribales.

En résultat, les différends sont résolus au moyen de la violence plutôt que par un engagement dans un débat sérieux.

"Nous avons un problème dans notre pays," explique Jérôme Mutonkole, un analyste politique local. "Les jeunes ne rejoignent pas les partis politiques parce qu'ils adhèrent à leurs idéologies mais parce qu'ils sont fanatiques des dirigeants politiques. Nos partis politiques peuvent être pris pour des associations tribales, derrière chaque dirigeant politique on peut trouver des jeunes de sa tribu. C'est devenu une guerre tribale au lieu d'une guerre d'idées."

Cependant, d'autres voient ici un problème plus complexe. Bien qu'il reconnaisse la présence d'éléments tribaux dans le milieu politique de Lubumbashi, Stearns indique que de profondes tensions tribales existent aussi à Goma où des modèles plus pacifiques de mobilisation politique ont émergé.

"Je ne suis pas sûre qu'il s'agisse nécessairement d'une affaire de tribalisme," indique Stearns. "Je ne pense pas que c'est la raison pour laquelle on assiste à une certaine sorte de mobilisation dans une ville et à une autre dans une autre ville."

Stearns indique que les développements intervenus à Goma depuis 2006 ont conduit à une dynamique politique différente de celle qui existe à Lubumbashi.

"Les divers partis qui soutenaient Kabila [le président en exercice] lors des élections de 2006 ont perdu beaucoup de crédibilité dans l'est, y compris à Goma," a déclaré Stearns. "Cela a donné de la place aux groupes de jeunes qui peuvent maintenant être actifs eux aussi. Ces groupes de jeunes ne sont donc pas nécessairement accaparés par le même genre de mouvements de partis qu'à Lubumbashi et il peut y avoir plus d'espace pour qu'ils s'engagent dans des moyens d'expression démocratique plus paisibles."

En termes de violence même, les observateurs indiquent que la nature violente des campagnes politiques enRDC a pu se maintenir parce que les auteurs n'ont pas été tenus responsables de leurs actes.

"La solution que je peux offrir est de punir les auteurs de la violence," a déclaré Rodrigue Katulo, un activiste des droits de l'Homme de Lubumbashi. "L'impunité encourage ces jeunes gens à commettre de tels actes. Nous n'avons jamais entendu dire que ceux qui avaient attaqué les politiciens ont été arrêtés ou jugés."

La Commission électorale nationale indépendante, INEC, au Katanga a condamné la violence politique à Lubumbashi.

Le coordinateur provincial, Eddy Mutomb, a déclaré à l'IWPR que les responsables de la violence politique seront traduits en justice.

"Nous faisons tout pour garantir des élections paisibles, c'est pourquoi l'INEC a signé un code de conduite avec tous les partis politiques," a déclaré Mutomb. "Les partis ont promis de le respecter. Ceux qui le violent seront identifiés comme le parti qui a créé les troubles et la loi s'occupera d'eux."

**Simon Jennings, le rédacteur en chef Afrique de l'IWPR a contribué à cet article.**

**Location:** Democratic Republic of Congo

**Topic:** Democratic Republic of Congo

---

**Source URL:** <https://iwpr.net/fr/global-voices/la-jeunesse-de-rdc-sous-les-feux-des>